

[Féminisme international] : un voyage féministe en Allemagne : [1ère partie]

Autor(en): **E.Gd.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses**

Band (Jahr): **16 (1928)**

Heft 294

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-259535>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

II. Un voyage féministe en Allemagne.

Si le métier de suffragiste internationale comporte — et bien davantage qu'on ne le croit communément! — de très lourdes charges, des fatigues intenses et des à-coups de travail que compliquent encore les milliers de kilomètres et les frontières séparant des collaboratrices qui, pour bien faire, devraient pouvoir se rencontrer toutes les semaines, — il amène aussi avec lui de grandes joies de tout ordre, parmi lesquelles il faut placer en bon rang le vif intérêt de voyages à l'étranger dans des conditions toutes spéciales. Voyages hâtifs, trop hâtifs certes, pour celles que l'amour de la nature, de l'art et du pittoresque pousse aux longues visites recueillies aux chefs-d'œuvre des musées, et aux flâneries au bord des grands fleuves sur les terrasses des palais anciens: plusieurs de celles que les récentes réunions du Comité Exécutif et de la Commission de la Paix de l'Alliance internationale pour le Suffrage avaient appelées en Allemagne n'ont-elles pas dû quitter Dresde, la ville d'art et de beauté, sans en avoir entrevu beaucoup plus que l'Elbe aux tons d'opale, coulant à larges bords sous les arches de pierre de ses vieux ponts? et n'est-ce pas avec le sentiment de faire tant soit peu l'école buissonnière que celle qui écrit ces lignes a réussi à intercaler, de ci de là, entre séances de Comités, conférences de propagande, entrevues officielles et manifestations publiques, quelques demi-journées de vacances dans les bois de la Wartbourg dorés par l'automne, où semblait résonner le chant des pèlerins de *Tannhäuser*, ou parmi les trésors des collections de Dresde, qui évoquent avec tant de force et de couleur une époque de richesse artistique de l'histoire saxonne, ou dans les maisons antiques et modestes, que semblent hanter encore, au coin des rues paisibles de l'ancienne résidence de Weimar, l'ombre des deux grands poètes du classicisme, non seulement allemand, mais humain? Voyages trop hâtifs aussi pour les esprits curieux de la psychologie des peuples, de la mentalité politique d'après-guerre dans un pays remué par une profonde tragédie; trop hâtifs même pour des féministes désireuses de mesurer les résultats acquis en neuf ans d'égalité politique entre hommes et femmes: ce n'est point en dix-huit jours d'Allemagne, dont le tiers en tout cas fut occupé par des travaux et des discussions d'ordre essentiellement international et point du tout af-

celles que les circonstances mettent maintenant à la tête de notre mouvement. Car ce ne sont que ceux qui croient au succès qui y font croire les autres, et c'est leur propre défaite que se creusent fatalement les pessimistes et les timides.

Mais là n'est pas la seule grande leçon que j'ai retirée de ces années de présidence. J'en ai appris à fond une autre, plus importante encore: le respect absolu des principes. Non pas cette observation pédante, minutieuse, tatillonne, d'une règle formaliste jadis adoptée, et qui ne correspond peut-être plus à des circonstances nouvelles; non pas cette intransigeance agressive et bornée, qui se brisera sur l'obstacle que plus de largeur et de compréhension saurait écarter; mais le respect fidèle et grave, fût-ce même au prix de sacrifices individuels ou collectifs, des principes sains, justes, démocratiques, qui constituent la base essentielle de toute revendication d'ordre idéaliste comme est la nôtre. Du tact, de la mesure, de l'à-propos assurément, car on gagne rarement quelque chose à enlever les vitres des adversaires ou à effrayer la bonne volonté des modérés; mais on gagne encore moins, et j'en suis persuadée, à cacher son drapeau, et à se taire peureusement. Il faut insister là-dessus, car cela est primordial et angoissant en cette heure où souffle un vent d'opportunisme sur notre pays et sur nos institutions, où s'étale cette préoccupation admirative du succès matériel seul, et dont notre féminisme suisse se laisse, hélas! parfois entacher. Loin de nous, donc, les peureux, les craintifs, ceux qui vous assurent, chaque fois que vous vous êtes refusée à une compromission, « que vous avez beaucoup nui à la cause du suffrage... (combien souvent n'ai-je pas entendu cette phrase que *jamais* la réalité ne m'a prouvée vraie!); loin de nous les habiles, ou ceux qui se croient tels: loin de nous ceux qui nous prodiguent des conseils de silence, d'immobilisme, d'inaction, de timidité dans l'affirmation de notre foi féministe, et pour tout dire en un mot de l'âbécé camouflée en prudence... Car, et c'est mon intime conviction, la Cause, notre Cause ne gagnera du terrain, n'imposera au respect à ses adversaires, n'obtiendra la victoire, qu'en s'affirmant haut et net, au grand jour hardiment et loyalement, sans fléchissement de conscience, sans concession aux puissances matérielles, sans peur et sans reproche.

Et c'est là, en quittant ce poste aimé de chef, le testament politique que je laisse aux suffragistes de mon pays.

E. Gd.

mand, que l'on peut prétendre rassembler de façon concluante, et sans courir le grave danger des généralisations superficielles, des constatations définitives.

Et pourtant, certaines impressions subsistent et se retrouvent, à peu près les mêmes, à Berlin comme dans les petites villes de Thuringe, à Dresde ou à Leipzig, comme à Francfort. Sans doute, parce que, dans toutes ces villes, ce sont les mêmes groupes féministes que nous avons rencontrés, mais qui, d'autre part, s'orientent souvent diversement au point de vue politique et social; et il est évident que là où les femmes sont citoyennes actives, cette différence d'orientation politique et sociale peut acquérir une portée bien plus grande que chez nous, et par conséquent conférer plus de valeur à l'unité de ces impressions.

Citoyennes actives. Les femmes allemandes le sont-elles réellement? De par la loi, de par la Constitution, oui assurément. Et c'est pourquoi nous avons relevé avec une certaine émotion la plaque commémorative apposée sur ce théâtre de Weimar, rappelant que ce fut en ce lieu, témoin déjà de tant de gloires spirituelles, que le peuple allemand s'est donné, le 11 août 1919, sa Constitution républicaine. C'est de l'histoire mondiale, mais c'est aussi de l'histoire féministe. Si bien que, dans certains milieux, on nous a fait, à propos de nos conférences à travers l'Allemagne, la même objection que celle qui nous avait été formulée en Suisse: dans un pays où les femmes possèdent tous les droits politiques, que pouvons-nous encore leur apporter, même au nom d'une puissante Association féministe internationale? Mais les chefs du féminisme allemand l'avaient, elles, tout de suite saisi et réalisé: la possession du droit de suffrage n'implique pas, *ipso facto*, et sans aucune peine, la possession des autres droits civils, économiques, moraux, de la femme. Le bulletin de vote ne fournit que le moyen de travailler à cette égalité de droits en d'autres domaines; le suffrage féminin n'est pas en lui-même une fin, mais bien un commencement; et c'est seulement quand il a été reconnu aux femmes que débute leur véritable activité. Il était, dès lors, tout le contraire d'une inutile verbiage de parler de ce que font, à travers le monde, les femmes déjà munies de ce droit primordial et élémentaire pour obtenir d'autres droits; de montrer comment tous ces efforts s'harmonisent et se complètent dans la vaste organisation de l'Alliance Internationale, comment celle-ci travaille à éveiller chez ses membres le sentiment de leurs responsabilités à l'égard de la chose publique et la nécessité d'utiliser leurs forces de citoyennes pour les mêmes buts, nationaux et internationaux; d'exposer enfin comment cette action mondiale parallèle se manifeste de façon constante auprès de la Société des Nations, auprès du Bureau International du Travail, pour l'égalité des droits de la femme, pour la compréhension internationale; et comment elle se manifestera tout spécialement, en juin prochain, à ce Congrès international de Berlin, qui fêtera en même temps nos vingt-cinq ans d'existence dans la ville même où notre Alliance fut fondée. Et c'était là souvent une note nouvelle qui résonnait. Pour les femmes de notre génération et de la génération plus jeune surtout, qui ont eu le plein de leur activité durant la période d'encerclement causée par la guerre, et auxquelles il nous paraissait parfois dévoiler des horizons très larges et très captivants en parlant de ce travail féministe international qui n'était bien connu que des chefs, de celles qui ont été déléguées à des Congrès à l'étranger. Ailleurs, en revanche, nous avons eu le privilège de rencontrer des pionnières, celles qui ont connu les temps héroïques du mouvement suffragiste, l'époque où il était interdit aux femmes allemandes de participer à des réunions politiques, celles qui ont marrainé notre Alliance à sa naissance à Berlin en 1904, admiré et vénéré Mrs. Chapman Catt à ses débuts de présidente, et sur les traits rayonnants de celles on lisait la joie de voir se renouer, après tant d'années, des liens si précieux pour elles, leur âge, leur santé, leurs ressources disparues aussi. Les avant tenues jusouici à l'écart, par la participation à nos Congrès, de toute reprise de ces relations internationales qui furent pour elles une joie autrefois et une révélation.

Et leur droit de vote, qu'en font toutes ces femmes? A notre question précise sur ce point, la réponse a été généralement unanime: le suffrage féminin est tombé comme une

bombe sur l'Allemagne. Personne ne l'attendait. Cela a été, nous dit l'une de ces anciennes, au bon visage fatigué, mais à l'esprit vif et net, une sorte de soupape de sûreté tout à coup ouverte au bouillonnement des passions déchainées par la guerre et la Révolution. Mais bien peu de femmes alors étaient prêtes à utiliser ces droits nouveaux. Et ceci confirme ce que nous avons souvent éprouvé en méditant sur la situation comparée du suffrage féminin en Angleterre et en Allemagne: la lutte pour l'obtention d'un droit est la meilleure préparation à l'exercice de ce droit. (A ce compte-là, à quel degré de perfection ne parviendrons-nous pas, dans quelques lustres, nous autres femmes suisses!...) Il est juste aussi de relever que la femme anglaise possède une mentalité beaucoup plus politique que la femme allemande, plus difficile de ce fait à intéresser à la chose publique.

Ce serait toutefois se tromper lourdement que de croire que le suffrage féminin a été un échec en Allemagne. Car les femmes votent, les statistiques le prouvent, sans enthousiasme, sans grand intérêt, plutôt par devoir et par conscience, mais elles votent. La jeunesse féminine, dont on déplore, comme partout, l'éloignement des questions politiques et l'intérêt trop étroitement concentré sur des sujets purement intellectuels et scientifiques, vote également. Ce serait donc surtout à réchauffer, à animer le zèle de ces électrices, à insister sur leurs devoirs à participer efficacement au travail des corps constitués, Conseils municipaux par exemple, à leur insuffler un peu d'enthousiasme et de foi en elles-mêmes, que consisterait, selon nous, la tâche immédiate des Associations féministes, et de leurs groupements locaux. Car, revenir en arrière, qui y songerait? Le vent de la réaction antiféministe a beau souffler, en Allemagne comme ailleurs, certains hommes ont beau hausser les épaules d'un air supérieur¹, les femmes ont leurs droits politiques, et elles les gardent. Et puis, comme partout, ce sont les minorités intelligentes qui sont à l'œuvre: la pléiade des chefs de file, les femmes membres des Diètes d'Etats, ou députées au Reichstag, ou secrétaires d'Etat dans les ministères, qui accomplissent un travail énorme et fécond, dont bénéficient inconsciemment toutes les autres, et qui serait impossible, totalement impossible, sans ce droit de vote. Les lois nouvelles sur la protection de l'enfance, sur l'assistance aux femmes en couches, sur la lutte contre les publications obscènes, la fameuse loi du 1^{er} octobre 1927, qui, à côté de dispositions plus discutables, a fermé les maisons de tolérance sur le territoire du Reich, la police féminine, tout ceci existerait-il si des Gertrud Bäumer, des Marie-Elisabeth Lüders, des Elsa Matz, des Marie Baum, d'autres encore, ne siégeaient pas au Reichstag? N'est-ce pas la voix d'une femme, celle de Lüders, qui, en séance de Commission de la Chambre, s'est élevée avec vigueur l'autre jour encore en faveur de l'abrogation de la peine de mort dans le nouveau Code pénal? L'égalité économique de la femme, dont l'application est momentanément gênée, il est vrai, par les difficultés actuelles du chômage, n'a-t-elle pas été proclamée par la Constitution, parce que des femmes ont siégé à Weimar? Le gouvernement allemand déléguerait-il régulièrement depuis trois ans des femmes aux Commissions et aux Assemblées de la S. d. N. s'il ne savait pas qu'il doit compter avec ses électrices, aussi bien qu'avec ses électeurs? et ne sont-ce pas là des fruits d'après lesquels on peut juger l'arbre qui les a produits?...

Et ce qui montre aussi combien, en ces quelques années, s'est accrée dans les esprits cette idée que la reconnaissance aux femmes de leurs droits politiques est chose toute naturelle, c'est la stupeur avec laquelle on découvre, outre-Rhin, que nous, les femmes suisses, ne possédons pas encore ces droits. C'est la première question qui nous a toujours et partout été posée, dès l'issue d'une conférence, sitôt les premières formules

de politesse échangées au cours d'une rencontre dans un salon: «... Mais, est-ce vrai? ... est-ce possible? ... comment cela se fait-il? ... Nous qui avons toujours cru que la Suisse était l'un des pays les plus libres et les plus progressistes du monde...» Et, franchement, ça n'est pas très agréable de se sentir ainsi, à l'étranger, humiliée pour son pays. Impression déjà souvent ressentie, certes, dans bien des réunions internationales: ne nous rappelons-nous pas cette déléguée australienne à la S. d. N., venue pour la première fois en Europe, et qui nous disait crûment que, de tout ce qu'elle avait vu et entendu dans ce voyage autour du monde, rien ne l'avait intéressée comme de découvrir que les femmes de Genève ne possédaient pas ce droit élémentaire! Mais l'étonnement des Allemandes, et des Allemands, nos proches voisins, est bien plus caractéristique encore. Car les hommes, les hommes politiques surtout, sont tout aussi stupéfaits quand nous leur révélons notre infériorité, dont ils ne parviennent pas à comprendre la cause, en ne nous voyant point si différentes après tout des femmes de leur pays. Que de profit ne retireraient donc pas d'un petit voyage d'instruction féministe en Allemagne, quelques-uns de nos législateurs, députés cantonaux ou conseillers nationaux, auxquels on pourrait utilement adjoindre une délégation du Conseil fédéral présidée par M. Schulthess: après quelques entrevues, quelques conversations avec des collègues, des hommes politiques comme eux, après avoir essayé leurs questions répétées, tenté devant leur étonnement de justifier leur attitude, après avoir deviné leur blâme silencieux, peut-être arriveraient-ils à comprendre, parce qu'elle viendrait de l'un des leurs, et non pas d'une de ces femmes sentimentales et idéalistes, la vérité proclamée l'autre soir, en pleine salle du Reichstag, par le ministre de la Justice du Reich: *Die Politik ist weder männlich noch weiblich; sie ist menschlich.* (La politique n'est ni masculine, ni féminine: elle est humaine.)

(A suivre.)

E. Gd.

A travers les Sociétés d'Intérêt Féminin

Genève. — *Pro Familia*. — La Ligue de pères et mères et d'amis de la famille, *Pro Familia*, a tenu son assemblée générale le 22 octobre, à l'Aula de l'Ecole de Commerce. Cette Association qui compte actuellement 700 membres à Genève, a été fondée en février 1928. M. le Dr R. Hoffmann fut élu président et Mme Dr Golay-Oltremare parla de la protection de la femme et de l'enfant à Genève. Le Comité rendit compte de son activité. La Commission sanitaire est intervenue auprès de diverses municipalités pour obtenir des places de jeux pour les enfants; elle s'intéresse, avec la Commission économique, à la question des logements. Cette dernière Commission a fait paraître dans les journaux un article renseignant les parents sur les diverses assurances-maladie et accidents accessibles aux enfants. La Commission d'Education va répandre dans les familles l'excellente brochure *Comment l'enfant prend ses habitudes*, dont elle recommande la lecture aux parents. Cette Commission étudie, d'accord avec plusieurs Sociétés, la création d'un institut d'observation pour les enfants difficiles. — Le Comité a prié le Département de Justice et Police de bien vouloir intervenir contre les bruits nocturnes, spécialement contre ceux faits dans les immeubles locatifs.

Des cours ménagers et des conférences seront organisés cet hiver par *Pro Familia*. Un effort sera fait pour obtenir des avantages économiques pour les familles nombreuses, ainsi qu'il en existe déjà ailleurs. Les personnes qui désirent devenir membres de *Pro Familia* sont priées de s'adresser par écrit à l'école du Grütli. La cotisation annuelle n'est que de 1 franc, et celle des membres à vie de 25 fr. Que tous ceux qui désirent soutenir la famille aux points de vue moral, sanitaire, éducatif et économique aident à cette œuvre en y consacrant leur générosité et un peu de leurs loisirs. Un fonds inaliénable est constitué par des dons extraordinaires et les Commissions d'études sont ouvertes à tous les membres.

Cécile BRÉLER-BUTICAZ.

¹ Un détail amusant et symptomatique: nous avons renouvelé à plusieurs reprises l'expérience de nous approcher, dans une grande gare, de la charrette du vendeur de journaux pour consulter son étalage. Chaque fois, le vendeur nous a offert toute la série de ses magazines illustrés et de ses journaux de mode, et *jamais* un journal politique, paraissait stupéfait quand nous lui demandions la *Frankfurter Zeitung*, ou tout autre quotidien, que nous puissions trouver le moindre intérêt à cette lecture!